

**« Avant et après Charlie ? »**

Ces interrogations résument les semaines que vient de traverser la France depuis le 7 janvier, avec ses répercussions sur l'Europe et, en définitive, sur le monde entier.

Il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour comprendre en profondeur toutes les causes de ce drame et pour élaborer des solutions d'avenir.

Pour l'heure, je me bornerai à quelques observations qui ne sont absolument pas exhaustives, mais sont destinées à aider les Maisons de l'Europe dans leur action.

► **1 - En premier lieu : le terrorisme**

Depuis le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, on sait que les pays occidentaux en particulier les Etats-Unis et l'Europe font l'objet de menaces d'attentats venant de groupes terroristes islamiques. La majorité des musulmans n'a rien à voir avec ces violences.

Ces menaces ont des causes multiples. C'est d'abord historiquement le résultat de terribles conflits entre musulmans : sunnites, chiites, alaouites, etc... conflits qui durent depuis des siècles et qui connaissent depuis quelques années un regain de vigueur en mêlant aux enjeux théologiques d'ailleurs souvent fictifs et artificiellement gonflés, des enjeux politiques, économiques (le pétrole, l'eau) et psychologiques (la volonté de certains individus de montrer leur puissance et de devenir « Calife » en dominant les autres).

Ces rivalités se manifestent notamment sur le territoire de l'Irak et de la Syrie et, par contagion, tout autour de ces deux pays. L'Afrique n'est pas épargnée.

Ces rivalités féroces ont successivement donné naissance à des entités de pointe particulièrement violentes, comme le mouvement Al Qaïda (Aqpa au Yémen), puis Daesh. Daesh, dénommée parfois « Etat islamique », est une entité nouvelle qui n'est à proprement parler ni un Etat, ni une religion, ni une communauté ethnique homogène ; Daesh et les autres entités de même nature regroupent des gens, des djihadistes d'origines très diverses, qui ont un objectif finalement très politique et simpliste : dominer tous les autres.

L'attentat dramatique contre Charlie Hebdo et les meurtres antisémites de Vincennes sont aujourd'hui revendiqués par Al Qaïda. En fait, Al Qaïda et Daesh sont en compétition pour montrer qui est le plus fort.

A partir de là, la violence incarnée par Al Qaïda, Daesh et quelques autres mouvements, déborde le cadre de la rivalité entre musulmans et devient aussi un instrument dans une rivalité internationale entre d'une part les musulmans djihadistes extrémistes et d'autre part le reste du monde, en particulier du monde occidental incarné par l'Europe et les Etats-Unis. On peut parler de guerre, même si c'est une guerre d'un genre nouveau. Une guerre car les djihadistes ont des

armes puissantes et savent les utiliser. De même, ils maîtrisent parfaitement les nouvelles techniques de communication et s'en servent pour faire du prosélytisme y compris dans nos pays.

A présent, tout cela fait de ces quelques factions des sortes de sectes devenues les principaux auteurs d'attentats mortels sur l'ensemble de la planète.

- Evidemment d'autres causes s'ajoutent à cette histoire que l'on vient de rappeler et expliquent le terrorisme actuel. La persistance du conflit israélo-palestinien joue un rôle. Par ailleurs, nos pays ont leurs faiblesses. Notre Europe connaît des crises : crises économiques, crises sociales (le chômage fragilise les gens), crises morales avec la perte des repères notamment chez les jeunes. La Société, les personnes qui la composent ont besoin de valeurs, de croire en des valeurs notamment en des valeurs qui facilitent le « vivre ensemble » et non la rivalité et la haine.

Face à l'offensive venant des extrémistes du Proche et du Moyen-Orient, nos pays sont apparus vulnérables pas seulement parce que leurs moyens d'assurer la sécurité ont révélé des failles qu'il faudra combler, mais parce qu'une partie de la population est psychologiquement fragile et n'a pas la force de résister à la propagande. Notre République a échoué à intégrer culturellement et fraternellement une partie de ses enfants.

Nous trouvons là les raisons pour lesquelles il est si important d'éduquer, de former les futurs citoyens qu'il s'agisse de la citoyenneté française ou de la citoyenneté européenne. La lutte contre le terrorisme ne mobilise pas uniquement des moyens juridiques et des moyens de sécurité (police, armée), elle mobilise aussi l'école et, comme l'école ne peut pas tout faire, elle devrait aussi mobiliser les associations et autres organisations qui sont en contact avec la jeunesse ; bref toute la société a une part de responsabilité. Ces dernières années, nos pays – y compris la France – ont été bien négligents en refusant de voir que les valeurs qui nous sont chères, les valeurs humanistes, démocratiques, le respect des autres... n'allaient pas de soi mais nécessitaient réflexion, intelligence, maîtrise de soi, et qu'il fallait les enseigner dans les établissements chargés d'éduquer les jeunes.

Aujourd'hui l'heure est à l'espoir. La magnifique réaction des Français ces derniers jours, notamment lors des manifestations massives du dimanche 11 janvier, a montré avec éclat le sens des responsabilités de la très grande majorité des citoyens français et leur spectaculaire capacité à surmonter – au moins pendant un temps – leurs divisions. Contre le terrorisme et pour la défense de la Liberté, c'est ce que l'on pouvait espérer de meilleur.

En outre, pour être efficace, la lutte contre le terrorisme ne peut se limiter au cadre national. Cette lutte doit être conduite au minimum dans le cadre européen, et même, dans toute la mesure du possible, au niveau international. Les crispations nationalistes et le repli sur soi seraient la plus inefficace des attitudes. La présence de nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement le 11 janvier à Paris a été très encourageante. Quant à l'action de l'Union européenne elle-même, elle est également nécessaire et elle existe déjà, notamment depuis le 11 septembre 2001, même s'il faut la renforcer. Ainsi l'accord de Schengen signé en 1985 et la Convention signée en 1990 pour son application, parfois mis en cause, ne sont pas en eux-mêmes un problème mais, avec si nécessaire des réformes, font partie des solutions comme l'a récemment rappelé M. Gilles de Kerchove, coordinateur européen de la lutte antiterroriste.

Bref, en matière de terrorisme, l'Union européenne est fortement concernée.

Elle a déjà fait beaucoup de choses, notamment après le 11 septembre 2001, mais les récents évènements montrent qu'elle doit faire des efforts supplémentaires. On en reparlera.

## ► 2 – La liberté d'expression

La nécessité d'unir nos efforts pour lutter contre la violence terroriste et pour la Liberté est soutenue par la quasi-totalité des citoyens. Fort bien. Mais ce n'est pas le seul problème soulevé par les récents évènements. Les libertés qui sont en cause, notamment la liberté d'expression, suscitent beaucoup d'interrogations et la quasi-unanimité n'est pas vraiment au rendez-vous. Certes, le principe de la liberté d'expression n'est pas en lui-même contesté ; mais la frontière entre ce qui, en définitive, est admis et ce qui est proscrit pose problème.

Ce problème ne date pas d'aujourd'hui. Une fois le principe admis dans les textes fondamentaux depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, comme la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen en France, la Convention européenne des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe et la Charte des Droits fondamentaux pour l'Union européenne, les juristes (le législateur, la doctrine, différentes jurisprudences) ont précisé la frontière indiquant où s'arrête la liberté d'expression. En France, le blasphème n'est pas interdit par la loi alors que l'apologie du terrorisme, les propos antisémites ou incitant à la haine... le sont clairement.

Mais le Droit ne peut pas tout régler. Dans les évènements actuels, il est important que les citoyens comprennent et adhèrent en profondeur aux règles qui ont été adoptées. En l'occurrence, le fait que le blasphème ne soit pas interdit surprend certains et même choque, et pas seulement dans les milieux musulmans, lorsque le Prophète Mahomet est en cause comme dans le cas de Charlie Hebdo.

En fait, la liberté d'expression peut et même doit avoir des limites. Mais les limites varient selon les pays, selon les époques, selon les conceptions des uns et des autres.

La France, aujourd'hui, est certainement l'un des pays sinon le pays le plus « avancé » en ce qui concerne la liberté d'expression dans le domaine religieux. Ceci pour une raison simple : notre conception de la laïcité et de la séparation du religieux et du politique. Certes il ne s'agit nullement d'autoriser la moindre action violente contre les religions, les églises, les synagogues, les mosquées, les temples, les fidèles de telle ou telle religion. Mais la conséquence de cet esprit laïc est de laisser-faire des propos satiriques pour se moquer de telle ou telle religion ou du fait religieux en général. Ceci explique l'attitude passive des pouvoirs publics et de la majorité des français face aux dessins de Charlie Hebdo. Ceci explique que beaucoup de personnes qui n'aimaient pas les caricatures de Charlie Hebdo, ont malgré cela défilé pour défendre la Liberté et contre la violence.

Toutefois, la position laïque française n'est pas forcément celle de tous les français ; *a fortiori* elle n'est pas celle de tous les européens, encore moins celle de peuples très éloignés de nous. Pensons à ce qui se passe ces jours-ci au Niger et au Nigéria, au Pakistan, au Mali, même en Algérie....

En fait, cette attitude tolérante envers Charlie Hebdo ne peut être comprise que dans un contexte culturel bien particulier. Il faut des siècles de réflexions, d'expériences pour prendre ses distances par rapport au religieux et accepter que le divin soit l'objet de moqueries, *a fortiori* de critiques. C'est à partir du 18<sup>ème</sup> siècle, à partir de Voltaire et d'autres philosophes que l'on a commencé à prendre quelques distances par rapport au fait religieux.

En outre, cette attitude tolérante implique que les citoyens aient pris l'habitude de juger les choses au second degré. Ainsi, la majorité des Français a acquis l'habitude de considérer les caricatures plutôt comme un art graphique et une occasion de sourire plutôt que comme une agression grave. Cela ne signifie pas qu'une caricature ne repose pas sur des idées de fond ; cela relève alors de la liberté d'opinion.

Nul ne peut contester que nous sommes là sur un terrain délicat, mouvant qui nécessite beaucoup de subtilités et de nuances. Et avant tout, cela nécessite – ce qui ne peut être régi par des textes – un esprit d'ouverture et de tolérance qui ne vient pas tout seul. Il y a d'innombrables nuances pour marier harmonieusement les croyances, la foi et la raison. Oui la France, à partir du Siècle des Lumières, est allée loin en ce domaine qui concerne les religions.

Mais on comprendra aisément que cet état d'esprit n'est pas nécessairement celui de tout le monde. Ce n'est jamais l'état d'esprit des extrémistes qui, par principe, rejettent les nuances et veulent que les choses soient clairement tranchées entre le bien et le mal. Ces extrémistes, il y en a en France ; et il y en a d'autres dans le monde musulman. Tous ces extrémistes sont restés encore très imprégnés par cet esprit binaire. Mais on doit être attentif au fait que même des personnes parfaitement modérées ont elles-aussi une sensibilité qui mérite le respect. Et on ne doit pas oublier cette sage maxime « la liberté s'arrête là où commence celle des autres ». Finalement, l'artiste, le créateur, qu'il soit écrivain, sculpteur, peintre, humoriste ou caricaturiste qui doit être libre d'exprimer son opinion connaît toujours une limite : sa propre conscience.

On doit aussi être attentif au fait que cette position « française », considérée généralement comme un progrès, peut présenter aussi des dangers lorsqu'elle est poussée à l'extrême. La laïcité, finalement incomprise, peut alors conduire les enseignants à écarter l'idée de valeur, de principe, de morale ou d'éthique, bref peut arriver à supprimer tout repère et à créer un vide. Ceci peut expliquer pour une part le désarroi dans lequel se trouvent certains jeunes ou moins jeunes aujourd'hui désorientés et incapables de trouver un sens à leur vie et à celle des autres. L'Education nationale, en supprimant ou en diminuant beaucoup l'instruction civique, n'a pas échappé à ce piège.

Toutes ces questions et ces subtilités pour importantes qu'elles soient ont évidemment été mises au second plan face au carnage du 7 janvier que rien ni personne ne peut justifier.

\*

\* \*

Ces quelques observations qui précèdent concernent la France, mais aussi, bien évidemment l'Europe.

Nous ne cessons de rappeler que l'Europe se définit d'abord par son histoire et sa culture et que la construction européenne ne se réduit pas à créer un marché commun, mais vise aussi à construire une société reposant sur des valeurs culturelles, sociales, humanistes, et sur un état d'esprit permettant le « vivre ensemble ».

Les tragiques événements de ce début d'année 2015 en France donnent, dès à présent, malgré la tristesse que l'on ressent, plusieurs leçons :

- Ils réveillent les consciences en France et, par extension, dans toute l'Europe, et ceci dans un climat d'unité tout à fait remarquable.
- Ensuite, ils encouragent à mieux comprendre ces conflits à l'intérieur du monde musulman et les débordements de ces conflits dans les pays voisins et dans le reste du monde. La géopolitique s'impose à nous et il faut en parler. En outre, cela doit nous inciter et nous aider à mieux nous organiser pour lutter efficacement contre le terrorisme : immense défi.
- Enfin, ces événements doivent nous conduire à réfléchir davantage sur ce qu'est ou peut être la liberté d'expression et, plus largement, sur les valeurs qui sous-tendent notre société.

Dès lors, on comprend pourquoi, au niveau national comme au niveau européen, il est important de donner, de transmettre aux nouvelles générations la connaissance et la pratique de ces **valeurs**, de ces repères qui donnent un sens à leur vie et à la société tout entière.

Et, on comprend pourquoi il est aussi important que ces jeunes acquièrent ou cultivent cette **ouverture d'esprit** qui leur apprenne le respect de l'autre, la réconciliation et, si c'est nécessaire, le pardon.

Après 1945, c'est tout cela qui nous a permis de construire ensemble l'Union des européens. Et, aujourd'hui, l'objectif est le même avec des protagonistes différents.

**Catherine Lalumière**  
Présidente de la FFME